Comment détruire à petit feu la pédopsychiatrie !

La psychiatrie et la pédopsychiatrie sont particulièrement visées par les politiques de restrictions budgétaires qu'inflige le gouvernement à notre système de santé depuis de trop nombreuses années.

Pourtant nous vivons de plus en plus dans un climat national et international anxiogène où les crises sont multiples et impactent durablement nos vies. La pandémie de COVID-19 a entraîné une dégradation de la santé mentale : un jeune sur quatre soit 25% d'entre eux sont atteints de dépression. [1]

Malgré ce constat accablant, les déclarations vibrantes des ministres de la santé successifs et celle du 1er ministre Michel Barnier déclarant la santé mentale, Grande Cause nationale , psychiatrie et pédopsychiatrie sont victimes d'attaques incessantes. Au-delà, ce sont les principes humanistes de la psychiatrie, ses principes fondateurs qui sont mis à mal. Il ne s'agit plus de soigner un sujet en souffrance mais de traiter ses symptômes et de normaliser des comportements et des populations.

À cette déshumanisation des soins psychiatriques, s'ajoute un très net mouvement en faveur des neurosciences, où le biologique et les sciences dites dures pourraient tout expliquer.

Dans ce contexte, comment ne pas s'interroger sur la cabale montée contre la Fondation Vallée, établissement de soins en pédopsychiatrie à Gentilly, fondé en 1847 et profondément révolutionné par le professeur Roger Misès ?

On ne peut déconnecter ces attaques, très bien orchestrées, d'une campagne plus globale contre tout ce qui s'apparente de près ou de loin à des thérapies psychanalytiques dans une totale méconnaissance du terrain. C'est le Dr Etienne Pot, délégué interministériel des troubles du neurodéveloppement (TND) qui déclare se battre contre l'influence néfaste de la psychanalyse. C'est l'omniprésence de la Fondation FondaMental qui promet, grâce à l'installation de centres experts sur l'ensemble du territoire , une baisse des dépenses de 18 milliards [2] par an pour la Sécurité Sociale en réduisant de 50% les hospitalisations, pour la plus grande satisfaction du lobbying pharmaceutique. Une proposition de loi a même été adoptée en ce sens, au sénat, par la majorité de droite et attend son examen à l'AN. Pourtant

---

[1] Enquête publiée le 2 septembre 2025 par la Mutualité Française, avec les Instituts Montaigne et Terram.

[2] **Étude cosignée en 2017 par le Dr Bellivier,** l'actuel délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie**.**

François Gonon, neurobiologiste et directeur de recherche émérite au CNRS, a remis en cause les pseudo études de la Fondation FondaMental.

La campagne diffamatoire, lancée par une presse complaisante, poursuit le même but, achever psychiatrie et pédopsychiatrie publiques. Comment ne pas s'interroger sur les raisons profondes de telles attaques au moment où le privé à but lucratif s'impose de plus en plus dans ce secteur ? Au moment où de nombreux hôpitaux vendent leurs terrains au profit de projets immobiliers ? Au moment de la fusion de la Fondation vallée avec l'hôpital de psychiatrie adulte Paul Guiraud ?

Fermer 4 unités de soins de pédopsychiatrie à la Fondation Vallée pour commencer et après ? Comment répondre à une demande de prise en charge exponentielle depuis septembre avec 60 lits en moins ? Quelles sont les solutions pour les enfants et adolescents admis dans ces unités et laissés, ainsi que leurs familles, dans le plus grand dénuement ? Des prescriptions médicamenteuses en hausse et retour à la maison ? C'est irresponsable !

Pourquoi ne pas donner aux équipes soignantes les moyens qui leur manquent ? Pourquoi leur intimer d'abandonner un certain nombre de pratiques sous prétexte qu'elles seraient d'obédience psychanalytiques alors que les personnels font ce qu'ils peuvent avec les nouvelles réglementations en vigueur ? L'essence même de la psychiatrie institutionnelle est pourtant d'avoir des approches pluridisciplinaires.

Ce dossier à charge contre la Fondation Vallée est d'une violence inouïe et exige une très forte et très large mobilisation en soutien aux personnels, aux patients et à leurs familles.

Depuis 40 ans, la psychiatrie et la pédopsychiatrie sont soumises à des coupes draconiennes conduisant des adolescents à être hospitalisés dans des services adultes, des enfants à ne pas pouvoir être suivis dans des Centres médico-psychologiques (CMP). Voilà une maltraitance de l'État documentée, dénoncée par les personnels et leurs syndicats qui mériterait une autre politique gouvernementale !

Laurence Cohen, Orthophoniste

Ancienne Sénatrice